

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :

"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 01 76 20 00.

Ceux-ci sont payables d'avance, par mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications Officielles" à Libreville
Compte courant CDC N° 11500000915, Centre de Libreville.

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

PARLEMENT

- ✓ Loi n°008/2018 du 08 février 2019 portant orientation de la politique nationale de la promotion des Petites et Moyennes Entreprises.....173
- ✓ Loi n°009/2018 du 08 février 2019 relative aux structures d'encadrement et d'accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises.....179

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°0025/PR du 08 février 2019 portant promulgation de la loi n°008/2018 portant orientation de la Politique Nationale de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises.....180

Décret n°0026/PR du 08 février 2019 portant promulgation de la loi n°009/2018 relative aux structures d'encadrement et d'accompagnement des Petites et

Moyennes Entreprises.....181

PRIMATURE

Arrêté n°0124/PM du 08 avril 2019 portant nomination du Commissaire du Gouvernement au sein du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.....181

Arrêté n°0125/PM du 10 avril 2019 portant création, attributions et organisation de la Commission Interministérielle chargée de la liquidation des services publics personnalisés et organismes publics supprimés.....181

ACTES EN ABREGE

Déclaration de constitution d'association.....183

Déclaration de constitution de société.....184

Petites et Moyennes Industries, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 08 février 2019

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Emmanuel ISSOZE NGONDET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat
Julien NKOGHE BEKALE

Le Ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement
Jean-Marie OGANDAGA

Le Ministre d'Etat, Ministre des Sports et de la Culture, chargé du Tourisme
Jain Claude BILIE BY NZE

Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget et des Comptes publics
Jean-fidèle OTANDAULT

Loi n°009/2018 du 08 février 2019 relative aux structures d'encadrement et d'accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises

Le Sénat a délibéré et adopté ;
La Cour Constitutionnelle a déclaré conforme à la Constitution ;
Le Président de la République, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi prise en application de l'article 47 de la Constitution, est relative aux structures d'encadrement et d'accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises, en abrégée PME.

Chapitre I^{er} : Dispositions générales

Article 2 : Dans le cadre de la politique de développement économique, l'Etat et les collectivités locales ont pour missions de promouvoir et de faciliter l'émergence des Petites et Moyennes Entreprises, notamment par la mise en place des structures d'encadrement et d'accompagnement des porteurs de projet et des PME.

Article 3 : Au sens de la présente loi, on entend par :

Centre d'affaires : structure dédiée à l'accompagnement personnalisé des opérateurs économiques qui met à leur disposition un espace de travail, des formations à la carte

et leur permet de s'intégrer dans une communauté d'hommes d'affaires et de développer leur réseau de clients potentiels ;

-centre de gestion agréé : structure de conseils juridique et comptable ayant pour mission d'assister les PME en matière de gestion et de comptabilité ;

-couveuse d'entreprises : structure qui accueille les activités autres que celles visées par l'incubateur ;

-domaine industriel : site industriel destiné à faciliter l'installation et le développement, en un même lieu, des petites et moyennes entreprises de production ou de prestation de services par la mise à disposition des terrains bâtis ou non bâtis et par l'utilisation en commun de certains services ;

-hôtel d'entreprises : ensemble immobilier à vocation tertiaire qui propose le développement des entreprises ;

-incubateur d'entreprises : structure en amont de la création d'entreprises technologiques à fort potentiel de développement. Elle peut aussi avoir pour vocation d'améliorer l'employabilité ;

-pépinière d'entreprises : structure d'accueil, d'hébergement d'accompagnement de l'entreprise en création, qui propose des locaux, des équipements et des services partagés permettant une réduction de charges, ainsi qu'un accompagnement personnalisé durant les premières étapes du développement de l'activité de l'entreprise.

Chapitre II : Des conditions de création

Article 4 : Les structures d'encadrement et d'accompagnement des PME visées à l'article 3 ci-dessus peuvent être créées par l'Etat, les collectivités locales, les organismes publics, toute autre personne physique ou morale de droit privé, dans le cadre du partenariat public-privé.

A ce titre, l'Etat et les collectivités locales peuvent réserver, aménager, viabiliser et mettre à disposition des terrains, bâtiments ou toute autre infrastructure nécessaire à la création de ces structures.

Les structures d'encadrement et d'accompagnement des PME peuvent être implantées en tout point du territoire national, à l'exception des zones urbaines pour les domaines industriels.

Leur implantation et leur mission ne sont pas incompatibles avec l'existence des zones industrielles.

Article 5 : La création d'une structure d'encadrement et d'accompagnement des PME est soumise à l'obtention préalable d'une autorisation du Ministre en charge des

Petites et Moyennes Entreprises sur présentation d'un dossier dont le contenu sera défini par voie réglementaire.

Article 6 : Les structures d'encadrement et d'accompagnement sont réservées en priorité aux nationaux. Dans tous les cas, les places attribuées aux nationaux porteurs de projets ne peuvent être inférieures à 90%.

Article 7 : La gestion d'une structure d'encadrement et d'accompagnement créée par l'Etat et confiée à un promoteur de droit privé est subordonnée à la signature d'un contrat type entre les parties.

Chapitre III : Des ressources

Article 8 : Les ressources des structures d'encadrement et d'accompagnement des PME créées sur fonds publics sont constituées :

- des ressources propres ;
- des subventions ;
- des dons et legs.

Chapitre IV : Des avantages

Article 9 : Les structures d'encadrement et d'accompagnement des PME ne sont pas assujetties à l'impôt foncier sur les aménagements des pépinières d'entreprises. Elles bénéficient en outre des exonérations fiscales et autres avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 10 : Les Petites et Moyennes Entreprises résidant dans les structures d'encadrement et d'accompagnement des PME bénéficient, notamment des prestations ci-après :

- de services de formation et d'assistance technique ;
- d'un hébergement à un prix modéré ;
- d'une mise en relation avec les réseaux d'affaires ;
- des facilités d'accès ;
- d'un accompagnement personnalisé par un ou plusieurs experts.

Article 11 : La durée d'encadrement et/ou d'accompagnement des porteurs de projets ne peut dépasser cinq ans.

Article 12 : Les domaines industriels peuvent également héberger les structures d'encadrement et d'accompagnement.

Chapitre V : Des dispositions diverses et finales

Article 13 : Les structures d'encadrement et d'accompagnement des PME en activité doivent se conformer aux dispositions de la présente loi dans un délai d'un an à compter de sa date de promulgation.

Article 14 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 15 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment la loi n°32/2005 du 30 décembre 2005 relative aux pépinières d'entreprises et aux domaines industriels, se trouve enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 08 février 2019

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIME

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Emmanuel ISSOZE NGONDET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat
Julien NKOGHE BEKALE

Le Ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement
Jean-Marie OGANDAGA

Le Ministre d'Etat, Ministre des Sports et de la Culture chargé du Tourisme
Alain Claude BILIE BY NZE

Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget et des Comptes Publics
Jean-fidèle OTANDAULT

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°0025/PR du 08 février 2019 portant promulgation de la loi n°008/2018 portant orientation de la Politique Nationale de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution, notamment en son article 1^{er} ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Est promulguée la loi n°008/2018 portant orientation de la Politique Nationale de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin